

19 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1^{re} année. N° 19.

ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép.: 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

LE TOCSIN

DES TRAVAILLEURS.

COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

SOMMAIRE. — Waterloo. — Au peuple. — Silence aux gros sous. — M. Trélat et les ateliers nationaux. — Buzançais et Guéret — Troubles à Berlin. — Faits divers.

PARIS, 18 JUIN.

WATERLOO.

A pareil jour, il y a trente-trois ans, l'épée de Napoléon se brisait sur un dernier champ de bataille. Tout fut perdu, l'honneur. Mutilée et rançonnée, la France fut livrée à ses vieux maîtres, geôliers de l'étranger.

Et l'Europe criait: Hourrah! nous avons tué la Révolution française! Deux fois, depuis trente-trois ans, la Révolution a souffleté ce mensonge sur la joue de ses rois. La moitié du trône, en 1830, a été rompue, 1848 a fait choir l'autre, et le tout a été poussé du pied à la mer dont pas un flot n'en rapportera parcelle ou loque.

Et l'Europe murmura avec stupeur: « Waterloo n'a tué que Napoléon; il n'était qu'un homme; la Révolution, c'est un principe fait peuple. »

A peine s'achevait cette parole, tous les trônes vinrent à s'ébranler. Est-ce donc que la France avait encore passé le Rhin et les Alpes? Non! Plus puissant que toutes les armées de la terre, puissant comme la foudre même, l'esprit de notre Révolution avait pénétré à Naples, à Rome, à Milan, à Vienne, à Berlin, et partout la France, d'un geste, d'un mot, avait pris sa revanche de Waterloo.

Gloire à nos pères qui nous légèrent cet esprit invincible! Gloire à nous qui l'avons vivifié par notre foi et notre courage!

Oui, Napoléon avait pris la France révolutionnaire bouillonnante de force, et l'avait laissée saignée à blanc; il l'avait prise avec une ceinture de République, et laissée sous le canon de vingt forteresses; il l'avait prise libre, et laissée sous le joug des tyrans qu'elle avait chassés. La France s'est délivrée sans lui. Cette pierre que les rois avaient scellée sur elle comme sur une morte, elle l'a soulevée sans lui, et, par sa vertu divine, elle est ressuscitée plus grande, tendant une main fraternelle à tous ceux qui l'avaient martyrisée. Napoléon n'avait qu'une cour de rois, la France de 1848 a tous les peuples pour amis.

A cette heure anniversaire d'une époque désastreuse, qui donc se présente à la France sous le nom de Napoléon Bonaparte? Est-ce le capitaine de Waterloo? Si c'est lui, si la cellule de Ste-Hélène et la tombe des Invalides l'ont instruit, il dira: France, ta gloire passe la mienne. Seule, tu as vengé notre honneur et réparé notre défaite. Et le grand homme s'inclinera devant le grand peuple.

Or, ce n'est pas lui. Qui est-ce?

— Un neveu.

— Qu'a-t-il fait?

— Deux tragédies de collège, sifflées à Strasbourg et à Boulogne.

— Après?

— Il tient à sauver la France.

— Quoi! la France s'est relevée de Waterloo et ne se relèverait pas de 1848; nous n'avons pas péri d'un échec, nous péririons d'une victoire?

— Vous êtes si bas tombés par la faute de vos gouvernements!

— Ce Bonaparte sait donc mieux gouverner que conspirer?

— Il a le génie de l'ordre; A Londres il a fait métier de sergent de ville.

Au profit de l'aristocratie anglaise qui assassina son oncle après avoir combattu la France?

— Tenez; le voici, avec le brassard de constable, mais paré des plumes de l'aigle, accourant comme un sauveur prédestiné, c'est écrit dans son nom et son costume. Vous serez contents de sa troisième tragédie.

Arrière! notre République a renversé ou ébranlé tous les trônes de l'Europe, et c'est elle qui, par désespoir des républicains de la veille, se livrerait à un Bonaparte posthume? ce serait le démenti de toute notre histoire depuis 1815. Si Waterloo fut un jour de deuil, Waterloo a fermé l'ère de la guerre et ouvert l'ère de la paix, de l'industrie, de la liberté. Le peuple, après avoir été le plus héroïque des soldats, est devenu le plus intelligent des travailleurs. Grâce à lui, la démocratie a sapé tous les privilèges de la naissance et de la fortune pour fonder un ordre nouveau basé sur la fraternité... Voilà où d'elle-même la France est parvenue, le fusil au bras, de barricade en barricade; et si essouffée qu'elle soit, elle n'a pas forcé sa vieille dynastie à abdiquer deux fois pour effacer, en faveur de l'avorton d'un grand homme, l'abdication qu'il signa le premier.

Que dirait l'Europe de notre révolution qu'elle n'a pu vaincre et qui se trahirait elle-même? Le czar de Russie en sourirait et dirait: Mieux vaut mon or que mon fer pour triompher de la France.

AU PEUPLE.

O peuple, que ne puis-je retirer du fond de mon cœur tout l'amour que j'ai pour toi, puisqu'il est impuissant à te sauver! Tu n'as de confiance qu'en ceux qui te trahissent; tous les souteneurs de la monarchie ne sont-ils pas tes élus?

Cette vieille prostituée qui n'a su enfanter que la guerre civile et la famine, tu l'as vaincue; les instruments de mort qu'elle avait préparés pour l'anéantir sont restés impuissants entre ses mains décrépités; et voici que tu veux remettre cet arsenal entre les mains d'un nouveau tyran, comme si tu avais besoin d'être éternellement esclave et châtié!

Peuple, veux-tu donc que l'on dise dans quelques années: Le peuple n'a que ce qu'il mérite; les ouvriers ne savent pas ce qu'ils veulent, et si on les mitraille aujourd'hui, ils l'ont voulu; ils n'avaient qu'à garder la République.

Oui, enfants, cette noble fille de Dieu, c'est la mère du peuple, comme la monarchie est la mère des fainéants. Notre chère République appelle tous ses enfants à vivre libres et heureux en travaillant; un roi, c'est un chef de bande qui permet à ses souteneurs de faire suer les esclaves et de s'engraisser à leurs dépens.

Que le capitaine de la bande s'appelle Joinville, Henri V ou Bonaparte, peu m'importe, je suis un citoyen et non un esclave. Les princes de tous les temps et de tous les pays sont de la même famille; c'est comme les vautours, ils diffèrent de nom et de plumage, mais ils n'en sont pas moins des rongeurs de cadavres. L'esclave est-il autre chose qu'un cadavre, puisqu'il ne peut avoir de volonté que celle que lui permet son maître?

Mes bons frères, je sais bien que la grande majorité d'entre vous n'est pas bonapartiste. Vous voulez qu'un prince soit à la chambre, pour contrecarrer cette chambre que vous n'aimez pas; eh bien! je ne vous flatterai pas, moi, et je vous dirai franchement la vérité: vous faites une bêtise.

Dites, si le corps social est empoisonné d'un tas de drogues, est-ce une raison pour qu'une dose de la même drogue le guérisse? Je ne dis pas qu'elle soit

plus mauvaise que les autres. Suffit, nous nous entendons. Prenez garde seulement; si nous n'avons que la fièvre, nous aurons bientôt le délire en continuant à faire de la mauvaise homéopathie politique. Peuple, il y a vingt-cinq ans que je conspire pour la République, et je connais les couleurs. Ecoute donc ceci.

Quand nous étions réunis dans nos sections des droits de l'homme, nous autres vieux républicains que l'on pourchasse encore, parce que nous n'aimons pas les Robert-Macaire, quelle que soit leur cocarde, eh bien! nous nous couchions souvent sans souper pour acheter de la poudre et des armes. Dans plusieurs sections, en ma présence, des agents bonapartistes venaient dire: « Soyez avec nous pour Louis Bonaparte, et nous vous donnerons armes et munitions; s'il réussit, il aura soin de vous. » Le parti de Henri V faisait les mêmes propositions.

Moi, je vois là la protection d'un maître et non le concours d'un citoyen. Si ce prince aux ailes d'or avait été républicain, il serait venu au milieu de nous comme un ami, il aurait conspiré et combattu avec nous comme un frère. S'il avait été démocrate, il aurait brûlé ses titres et tiré l'épée pour défendre la république. Allez, j'ai lu dans les contes de fées qu'autrefois il y avait des rois qui épousaient des bergères; jamais je n'ai entendu dire qu'il y eût des princes qui défendissent des républiques démocratiques.

Lui, républicain! Thiers et Dupin le disent aussi; grand Dieu, ayez pitié de tous ces blasphemateurs!

Peuple, encore un mot: si tu as nommé des royalistes qui étranglent ta mère la République, le beau prince veut la violer, lui, et quand il en aura fait une prostituée, il te mènera tambour battant; tu verras alors, comme par le passé, si le pain de la prostitution et de la servitude est amer.

Ecoute ceux qui ne sont et qui ne veulent être que tes frères et qui, s'ils veulent beaucoup de bonheur sur la terre, le veulent pour tous ou n'en veulent pas: nous, pauvres démocrates, qui avons vieilli dans les prisons, qui avons été blessés dans les barricades et qui, tous les jours, oublions souvent le nécessaire pour courir jour et nuit les places publiques, les clubs, pour parler, pour écrire, afin de soutenir les esprits chancelants et pour chasser le venin que l'aristocratie infiltre dans tous les cerveaux faibles.

Frères, si je vous fais ainsi notre apologie, ce n'est pas pour nous vanter, nous n'avons fait que notre devoir; mais nous connaissons le danger de vieille date, nous vous le montrons. C'est à vous de connaître vos amis.

Les connaissez-vous toujours? L'homme du peuple en rentrant chez lui raconte qu'il a entendu ceci ou cela, et pour affirmer que c'est vrai, il ajoute: C'est un monsieur bien mis qui l'a dit, un monsieur comme il faut, il était décoré; alors tout le monde écoute et croit. Je ne veux mettre personne en suspicion; il y a des honnêtes gens sous tous les costumes, de même qu'il y a de bons champignons dans les forêts; mais comme il y en a beaucoup qui empoisonnent, dans la crainte de me tromper, je m'abstiens d'y toucher, si je suis ignorant. Hé bien! si les champignons empoisonnent le corps, il est de certains messieurs bien mis et décorés surtout qui empoisonnent l'esprit.

Peuple, sache bien que chacun prêche pour son saint et qu'il est force messieurs qui n'ont pas le même saint que toi, qu'ils soient bien mis ou en blouse. Ce n'est pas l'habit qui fait le moine, mais le cœur. Tout homme qui vante un prince ou un roi est un esclave payé ou un niais. Avant tout, rappelle-toi que tout individu qui consomme plus qu'il ne produit est un voleur et que celui qui produit plus qu'il ne consomme, est un volé!

F. DELENTE.

Silence aux gros sous.

Rétablir le cautionnement de la presse, c'est mesurer la liberté de la parole dans la proportion du capital. Que les écus dégoisent à plein bec; silence aux gros sous!

Donc, citoyen ministre de la Révolution de Février, vous tenez à honneur de rétablir le privilège du capital jusque dans l'expression de nos pensées? Vous dites à l'opinion démocratique comme un ministre de la vieille monarchie: chantez, mais payez, et si elle a plus de voix que d'argent, vous lui coulez doucement entre les dents un gentil bâillon fabriqué de vos mains blanches, citoyen Bethmont; ce serait à vous les mordre.

Mais en tout ceci vous n'êtes que l'exécuteur des hautes-œuvres de la haute bourgeoisie, et vous vous êtes laissé choisir comme le bourreau de toute cette mauvaise presse qui plaide à ses risques et périls la cause populaire. Le métier est joli; vous aurez l'estime de M. Thiers; comme lui vous serez l'un des septembriseurs du journalisme.

Et c'est durant la dictature de Lamartine que pareille besogne vous est confiée? Il ne se souvient plus combien de fois il a invoqué la liberté de la presse! Hélas! le journaliste de Mâcon, à son tour, vient mettre sur la bouche du peuple la main, non de la justice, mais du fisc; et, à cet effet, M. Duclerc, autre journaliste, lui prête sa science en qualité de jeune premier des finances. Comme ministre de la justice, vous, vous soutenez ces beaux complots de toute votre éloquence.

Parlez; mais souvenez-vous de ce que nous disions hier. La liberté du suffrage n'a été consacrée que par la suppression du sens électoral, la liberté de la presse ne peut être assurée que par la suppression absolue du cautionnement. Ces deux libertés se tiennent; le peuple s'y est attaché; et quiconque les lui retirera ne sera plus à ses yeux qu'un ennemi et qu'un traître.

Quoi? c'est à vous, enfant du peuple, républicain et socialiste, du moins selon le procédé de Ruolz, c'est à vous qu'incombe cette mission qui aurait soufi à Hébert? Se faire renégat pour étouffer la voix du peuple, nous ne l'eussions pas attendu de vous, et ne vous avons pas cru d'un tempérament à savoir: et le mépris et la haine.

M. Trélat et les ateliers nationaux.

Une proclamation signée du ministre des travaux publics invite les maîtres à déclarer à leurs maires le nombre d'ouvriers dont ils ont besoin dans leur partie; de la sorte les ateliers nationaux se videront du gré des ouvriers, et l'on congédiera les récalcitrants qui ne répondraient pas à cet appel.

Selon M. Trélat, maîtres et ouvriers sont faits pour pratiquer l'entente la plus cordiale à l'endroit du salaire; la concorde, le travail et l'ordre public vont renaître, grâce aux ordonnances de ce Diafoirus transformé en homme d'Etat à cette fin de désorganiser les ateliers nationaux et de pas organiser le travail. Pour Dieu, M. Trélat, retournez donc à la Salpêtrière.

Un autre moyen de dissiper les ateliers nationaux est d'euroler les ouvriers pour la Sologne, ce beau pays de marais, de landes et de fièvres; vrai pays de Cocagne où l'on abâte de déporter nos travailleurs de Paris.

En 1814, si l'on s'en souvient, la royauté de la charte de Saint-Ouen se crut perdue, tant qu'elle n'eût pas licencié ce qu'on nommait alors les *Brigands de la Loire*; c'étaient les restes de notre armée qui s'indignaient de l'occupation de notre territoire, de la honte d'un gouvernement vendu à l'étranger.

En 1830, la royauté de la Charte-Vérité ne se sentit à l'aise qu'après avoir expédié en Algérie, ce qu'on nommait alors les *chenapans de Paris*; c'étaient de braves combattants des barricades qui se remuaient en voyant leur révolution disparaître peu à peu sous le gobelet de l'escamoteur. Leurs os sont en Afrique.

En 1848, nos ouvriers des ateliers nationaux sont un ramas de fainéants, de mendiants, de lazaroni, de forçats libérés, de séditions, de révolutionnaires; c'est pis que les *chenapans* de 1830, et que les *brigands* de 1815. Et la République les disperse chez les maîtres, elle les parque en Sologne ou autres lieux salubres. La République a peur de gens qui sont plus républicains qu'elle, voilà le secret de sa panique, et d'ailleurs, MM. Dupin, Léon Faucher, Michel Goudchaux l'ont exigé.

O gouvernants sans cœur et sans cervelle, vous avez eu entre les mains tous les éléments d'une ma-

gnifique création; vous avez lâchement reculé devant l'œuvre de l'avenir pour vous aplâtrir dans l'ornière du passé. Tristes républicains de la veille qui, tous, à cette heure, ne sont occupés qu'à s'atteler par derrière à leur république!

Buzançais et Guéret.

En 1847, par suite de l'imprévoyance du gouvernement monarchique, la terreur de la disette fut grande chez les paysans. La circulation des grains leur semblait un infâme complot pour les affamer; ils saisirent leurs fourches et menacèrent les accapareurs et les usuriers. On sait le lamentable épisode de Buzançais. L'échafaud prit trois têtes pour la vie d'un malheureux qui avait fait feu le premier.

En 1848, par suite de l'étourderie de la République, un impôt de 45 centimes frappe le riche et le pauvre dans la même proportion. Les paysans crient qu'on les dépouille, et un nuclé coulant passé à l'arbre de la liberté attend quiconque satisfera à une contribution très légale mais très inique. Les plus récalcitrants sont saisis. Aussitôt une armée de campagnards descend en ville pour se faire rendre les prisonniers. Force reste à la loi de MM. Garnier-Pagès et Duclerc, et dix-sept malheureux paient de leur sang l'oubli du principe de la Révolution de février: la répartition proportionnelle des charges en attendant la répartition proportionnelle des bénéfices sociaux.

Le sang des Rouennais a taché les élections générales; le sang des paysans de la Creuse tache la perception de l'impôt des 45 centimes. N'êtes-vous donc pas effrayés de vos œuvres, apprentis du pouvoir, ou seriez-vous blasés sur le massacre de vos concitoyens, comme les vieux ministres de la monarchie?

Enfin, qui prête main-forte aux agents de la perception, aux forces militaires locales? La garde nationale. Terrible imprudence! N'est-ce pas le signal de la guerre entre les campagnes et les villes? Rappelons-nous notre première révolution, et mettons à profit la leçon qui ressort de l'histoire des conflits d'alors entre la paysannerie, les châteaux et les villes.

D'après une lettre d'un des membres du parquet de Limoges, les troubles sont loin d'être finis à Guéret. Les morts jonchent les rues et les gardes nationaux s'enferment dans leurs maisons pour défendre leurs foyers. Le tocsin se fait entendre dans plus de vingt communes.

Dans le Medoc, la perception des 45 centimes rencontre une résistance qui s'organise, et les mandes sont proferées contre tout individu qui acquitterait cet impôt extraordinaire.

A Miellan, dans le Gers, mêmes difficultés de perception. On annonce que le parquet, le juge d'instruction de Mirande, quatre brigades de gendarmerie qui s'étaient rendus sur les lieux, ont été obligés de rebrousser chemin et escortés jusqu'à Miellan par 3,000 cultivateurs armés de fourches.

A Nîmes, des troubles ont éclaté le 12 courant; la cause en est autre. C'est la vieille querelle des protestants et des catholiques qui se ranime.

Troubles à Berlin.

Il y a entre les événements de Paris et ceux de l'Europe une singulière coïncidence. Le 15 mai, Vienne ajoutait un nouveau chapitre à sa révolution, et Naples à sa contre-révolution. Le 14 juin, jour marqué par le mouvement Bonapartiste, de nouvelles collisions ont éclaté à Berlin, et le peuple, à ce qu'on annonce, s'est emparé de l'arsenal dans lequel il a trouvé 5,000 carabines.

Voici le récit de la *Gazette de Cologne*, daté du 14 juin: On avait pris aujourd'hui de grandes mesures de précaution pour protéger l'Assemblée nationale. Cinq bataillons de garde bourgeoise occupaient le bois des Châtaigniers et tous les abords de l'Académie de chant. Lorsqu'il fallut faire évacuer la place par les masses qui l'occupaient, il en résulta une agitation, qui s'accrut encore quand le peuple vit qu'on voulait placer des grilles au palais.

Après l'enlèvement des grilles, le peuple se reporta du côté de l'arsenal et fit entendre de nouveau les cris demandant l'armement général et l'éloignement de la garnison militaire. La garde bourgeoise ne tarda pas à occuper toutes les issues. Un capitaine du 9^e bataillon fit lire une proclamation par laquelle il était autorisé à ordonner le feu, si l'on n'obéissait pas à une sommation renouvelée de se disperser. Puis il

fit marcher en avant, la bayonnette croisée. Il atteignit ainsi son but; mais il provoqua une si grande fermentation que la foule se précipita dans les rues en criant: Aux armes! et se mit à dépayer les rues près de l'arsenal.

Le bois des Châtaigniers et ses environs, théâtre ordinaire de nos désordres, est toujours occupé par des masses compactes, qui s'étendent aussi le long des Tilleuls et devant le palais. L'étudiant Fanberg, qui a conduit les volontaires berlinois dans le Schleswig-Holstein, semblait diriger ce mouvement. Du moins il a parlé du balcon de l'arsenal, assurant que la troupe se retirerait bientôt, et que des armes seraient données à tous les hommes majeurs d'une réputation intacte.

Vers trois heures, les ouvriers sans pain voulurent aussi entrer dans la ville avec leur drapeau; mais le poste de la porte de Brandebourg s'opposa au passage du cortège et ferma la porte.

L'agitation est très grande. On sonne l'alarme dans tous les quartiers, et l'on renforce de plus en plus la garde bourgeoise.

FAITS DIVERS.

On assure que le ministre de l'intérieur a donné la croix de la Légion d'Honneur à un garde national qui a été blessé lors de la perquisition faite dans la maison de Sobrier le 15 mai.

Une affiche signée par les commissaires du banquet à 25 centimes, annonce que ce banquet aura décidément lieu le 14 juillet. L'emplacement choisi s'étendra sur le terrain des fortifications, depuis le canal de l'Oureq jusqu'à Neuilly. Les départements sont invités. La souscription sera close le 2 juillet.

La correspondance de Londres confirme ce fait que nous avions annoncé, que le 10 avril dernier, lors de la grande manifestation chantiste contre l'aristocratie anglaise, le prince Louis Bonaparte s'est fait inscrire parmi les *special constables*. On sait qu'à Londres, où il n'y a point de garde nationale et fort peu de troupes, les habitants qui craignent les troubles se joignent volontairement aux *agents de police* désignés sous le nom de *constables*. Ils prêtent serment, on leur donne un bâton et un brassard pour qu'ils soient reconnus.

C'est dans cet acoutrement d'agent spécial de la police anglaise que le prince a parcouru les rues de Londres, donnant le bras à lord Chersterfield, et faisant parade de sentiments antipopulaires.

Le contrôle du recensement des ateliers nationaux est fixé à mardi prochain. Ce jour-là, les ouvriers des ateliers nationaux seront tenus de rester chez eux depuis six heures du matin jusqu'à midi, et de se prêter à toutes les investigations de l'autorité qui se transporteront à leur domicile pour constater leur identité et leur profession.

Hier soir, à 7 heures et demie, soixante blessés de février environ ont quitté, bannière en tête, l'Hôtel des invalides civils. Vingt-deux d'entre eux ont été transférés à la maison de santé de M. Dubois; les autres blessés doivent partir demain pour les eaux de Bourbonne.

Il se forme en ce moment une sorte de ligue bourgeoise dans les rangs de la garde nationale de certaines villes du Nord, pour venir éventuellement au secours de la bourgeoisie de Paris, si besoin était.

On cite Amiens et Cambrai entre autres. Enfin un journal a publié une lettre d'un chef de bataillon de la garde nationale de Paris à tous les gardes nationaux de France, et particulièrement à ceux des communes à proximité, dans laquelle il leur est enjoint de marcher sur la capitale, le jour (ne fût-ce qu'un seul jour) où les journaux de l'opposition leur arriveraient seuls.

Nous faisons observer à ces défenseurs de l'ordre quand même, que la loi met en cette occasion obstacle à leur zèle, que les gardes nationales sédentaires ne peuvent, sous aucun prétexte, franchir les limites de leur circonscription, et nous nous étonnons de ce que, non seulement le pouvoir central, mais les autorités locales, se montrent si indifférentes sur l'exécution de la loi.

La deuxième légion est convoquée pour jeudi prochain, 22 de ce mois, à l'effet de nommer un colonel en remplacement du citoyen Clément Thomas. Le scrutin ouvert à cinq heures sera fermé à neuf heures du matin.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 39.